

Source : TOGO FIRST

Togo : voici pourquoi l'Etat veut privatiser la Nouvelle Société Cotonnière du Togo



(Togo First) - Depuis quelques jours, les langues se délient pour questionner la procédure de privatisation de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT). Le groupe singapourien Olam est en pole position, pour jouer les 1ers rôles au sein de cette société et des négociations ouvertes devraient déboucher sur la cession à cet investisseur de tout ou partie de la participation de l'Etat dans son capital, après l'onction parlementaire obtenue lundi 29 juin.

De coutume, le recours à la privatisation au Togo vise à transférer au secteur privé, la gestion d'une activité ou d'un secteur économique jugé peu ou contre-performant afin d'y apporter des corrections.

Mais d'après des sources proches du ministère de l'Economie et des Finances, l'opération projetée « *ne répond ni à un souci d'amélioration de la trésorerie de l'Etat ni à un besoin de correction d'une quelconque mauvaise performance financière de cette société* ». La NSCT, de source officielle, se porte bien, ainsi que l'atteste le résultat net qu'elle a dégagé en 2019 : 4,6 milliards FCFA.

La privatisation annoncée s'inscrirait plutôt dans une vision de modernisation de la filière cotonnière avec en ligne de mire la création d'une chaîne de valeurs. Lomé compte, en accord avec l'axe 2 du Plan National de Développement (PND 2018-2022), maîtriser la filière cotonnière, de la production à la transformation en produits finis ou semi-finis, à consommation directe ou intermédiaire.



Des références pour des défis importants

Le Togo qui annonce vouloir remettre à flot son industrie textile et créer massivement d'emplois, mise sur la capacité financière et les bonnes références du groupe Olam, notamment au Tchad et en Côte d'Ivoire où il joue un rôle de 1er plan en termes de production et de rendement du coton mais aussi dans la logistique.

En un an, cet investisseur qui est en pleine expansion sur le continent africain a construit une usine de traitement de 50 000 t de coton, et est en charge ailleurs du renouvellement d'un parc industriel vétuste. Au Gabon, il a réalisé un port de 700 mètres en 18 mois, et mis le cap sur la transformation du bois pour la production et l'exportation de meubles « made in Gabon ».

Concrètement, la privatisation ne devrait pas mettre en difficulté les performances de l'usine de production d'huile Nioto, qui dépend dans une forte proportion de la NSCT.

Insatisfait du rendement modeste de [la campagne 2019-2020 \(116 000 t de coton graine\)](#), à deux ans de l'échéance fixée pour atteindre annuellement 200 000 t de coton-graine, le gouvernement misera sur la machine de production, notamment en remobilisant autour de la filière, les producteurs qui ne seraient pas fort motivés par la chute du prix du kg.

Noël Koutera, ministre en charge de l'agriculture, place pour sa part, la barre plus haut et espère doubler la production cotonnière, d'ici à 3 ans. En ce sens, apprend-on, Lomé aurait assigné au groupe Olam, lors des discussions exploratoires, un objectif d'augmentation substantielle du revenu des cotonculteurs dans 3 ans et du rendement de la production (900 à 1000 kg/ha) à court terme.

L'idée à terme, est de dynamiser la 1ère filière d'exportation et qui contribue à 4% de la richesse nationale.

Séna Akoda